

Presstalis. Les salariés du groupe de distribution coopérative de la presse se sont rassemblés hier pour demander la tenue d'une table ronde. 1 200 emplois sur 2 500 sont menacés.

La ministre interpellée

« Bonjour, bonjour. » De façon un peu inattendue, Aurélie Filippetti, est venue saluer elle-même les salariés de Presstalis rassemblés hier pour l'interpeller sur le plan de restructuration du groupe de distribution coopérative de la presse. Au cours d'un bref échange, les représentants CGT et CFE-CGC lui font part de leurs revendications : retrait du plan de la direction et convocation d'une table ronde réunissant syndicats, État et éditeurs.

« Dans toutes les entreprises en difficulté, l'État propose des tables rondes on ne comprend pas pourquoi ce ne serait pas possible dans le secteur, avec toutes les aides publiques qui sont versées », indique Maxime Picard (CGT) à la ministre de la Culture. « On veut garder la totalité de l'activité, c'est très important », insiste Marie-France Cael (CFE-CGC). « La presse, on ne peut pas la traiter comme des boîtes de petits-pois. En défendant notre métier on défend la démocratie, le gouvernement doit nous entendre », complète François Le Vern (CGT).

Pour une messagerie unique de presse

En réponse, la ministre explique qu'elle est attentive au dossier et, avant de réintégrer son programme officiel, elle précise : « On a mis des millions sur la table quand même. »

Une fois le contact du conseiller social de la ministre pris, les syndicalistes font le point. Maxime Picard espère que l'action contribuera à faire évoluer la position de l'État.



Bref échange entre la ministre et les salariés mobilisés. PHOTO LM

« On souhaite que le gouvernement se penche sur Presstalis mais dans une autre optique qu'il le fait actuellement. Pour l'heure, c'est vrai que des millions ont été mobilisés mais c'est pour financer une partie du plan de restructuration qui met à la porte 1 200 salariés sur 2 500. C'est bien sûr inacceptable pour nous », affirme l'ouvrier du livre CGT. De son côté,

Marie-France Cael estime que les transferts de pans entiers de l'activité vers des sociétés concurrentes qui pratiquent les bas salaires et fonctionnent sur la précarité, tels que prévus par le plan de restructuration, vont en réalité accentuer les difficultés de Presstalis. « Cette fois, c'est trop. Il y a quelques années nous avons consenti des efforts

considérables y compris sur le niveau des salaires. Je trouve d'autant plus insupportable qu'on nous pointe aujourd'hui comme des nantis », martèle la cadre CFE-CGC.

Au côté des salariés mobilisés, la sénatrice communiste des Bouches-du-Rhône, Isabelle Pasquet, affiche sa solidarité : « La lutte des Presstalis est centrale pour garantir le

pluralisme de la presse essentiel à notre démocratie. J'ai écrit à la ministre pour relayer leur demande de table ronde. Je serai particulièrement attentive à la suite des événements », assure-t-elle.

Un soutien bienvenu pour les salariés. « Nous avons reçu la visite de Marie-George Buffet qui est ensuite intervenue à l'Assemblée nationale pour trouver des solutions durables. L'ensemble des parlementaires communistes soutient par exemple notre revendication de messagerie unique de presse, pour garantir une distribution de tous les titres partout en France en sortant des logiques de concurrence qui mène le secteur dans le mur. On se félicite que Jean Françaix, le rapporteur socialiste du budget des affaires culturelles, se soit aussi prononcé en ce sens. Maintenant, il faut des actes de l'État », résume Maxime Picard.

« Le gouvernement nous dit que sa priorité c'est de préserver les diffuseurs. Mais aujourd'hui c'est la recherche de rentabilité à tout prix qui conduit Presstalis à ne plus livrer des points de diffusion d'appoint, pourtant essentiels dans la vie d'un quartier ou d'un village. On ne peut pas maintenir un système d'aides à la presse et en même temps ne pas s'inquiéter de l'avenir du système de distribution », argumente le cégétiste avant de préciser que les salariés sont décidés à tout mettre en œuvre pour faire entendre leur voix.

LÉO PURGUETTE

La Busserine. Les associations du secteur ont décidé de se retirer du projet organisé par Marseille Provence 2013.

Les quartiers créatifs renversent la vapeur

« On nous demande de faire vitrine au projet de rénovation urbaine qui entraîne de nombreux conflits avec les habitants des quartiers populaires », dénonçait hier Kevin Vacher, chargé de mission au centre social Agora situé à la Busserine dans les quartiers Nord. En cause, l'ensemble des projets quartiers créatifs mis en œuvre dans le cadre de Marseille Provence 2013 sur les 14 quartiers concernés par la rénovation urbaine et surtout, une déclaration de Pascal Raoust, l'un des chefs de projet pour la future capitale européenne de la culture.

Une déclaration émise lors d'une réunion publique du Groupe d'intérêt public (GIP) Marseille Rénovation Urbaine (ex-GPV). « Monsieur Raoust a déclaré que le financement au projet devait palier un manque de concertation avec les habitants des quartiers

populaires », explique-t-il encore soulignant une fois de plus « le mépris institutionnel -et institutionnalisés- dont nos associations et les habitants du Grand Saint-Barthélemy sont l'objet depuis des décennies ».

Les associations d'habitants du secteur* sollicitées pour participer au projet quartiers créatifs possibles ont donc mis publiquement leur veto via un courrier adressé au ministère de la Culture et aux institutions locales (MP 2013 et Ville de Marseille). « Les 420 000 euros investis sont de l'argent public et aucun projet qu'il s'agisse de la rénovation urbaine ou de projets culturels ne peuvent être développés sans le développement local d'emplois pérennes », ont encore précisé les associations lors d'une réunion tenue hier soir dans les locaux du centre social Agora. Plutôt que

de profiter au développement des quartiers, le projet de MP 2013 ne répond qu'à « une logique d'affichage » sans tenir compte de « l'asphyxie financière de nos associations » à qui l'on demande de se mobiliser sur un projet construit « une fois de plus sans aucune concertation avec les habitants et leurs représentants », note Karima Berriche, directrice du centre social Agora. Et de mettre en avant plusieurs propositions afin que les associations mobilisées puissent au moins « disposer de moyens suffisants pour fonctionner », sans oublier la nécessité d'inclure au projet les talents artistiques du territoire et de leur faire la part belle durant cette année capitale en 2013.

E.B.

*Centre social Agora, CSF-sections Busserine, Saint-Barthélemy III et Flamants Iris, CLCV Picon



Réunion des associations d'habitants du Grand Saint-Barthélemy au sein du centre social Agora de la Busserine. PHOTO LAURENT SACCOMANO